

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Cergy-pontoise, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP

Route d'Ecouen
95720 Bouqueval

Références : ud95-2024-0616
Code AIOT : 0006506767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP implanté LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 LE PLESSIS-GASSOT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP
- LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 LE PLESSIS-GASSOT
- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères,

refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage de déchets verts et une autre de broyage de bois sont également exploitées par la société sur le site. Elle a également développé une activité de traitement de terres polluées.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 3 novembre 2021.

L'arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016 modifié s'applique également. Les prescriptions applicables sont celles les plus contraignantes de ces arrêtés.

Les principales caractéristiques du site sont :

- capacité journalière maximale : 3 600 t/j de déchets pouvant être accueillis ;
- capacité annuelle : 1 100 000 t/an de déchets pouvant être stockés dont 790 000 t/an au maximum de déchets non dangereux non inertes ;
- durée d'exploitation fixée à 21 ans à partir du 19 décembre 2006.

La principale activité du site concerne le stockage de déchets non dangereux qui relève des rubriques 3540-1 (IED) et 2760-2b de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les non-conformités identifiées lors de l'inspection de décembre 2023 ont toutes été soldées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Contrôle des dispositifs foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.7.3	/	Sans objet
7	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 16/05/2023, article 71.5		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités ont été soldées. L'inspection a également constaté l'avancement des travaux de modification et de création de la plateforme CSR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2
Thème-s : Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en) t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de zones à risque modifié suite à la non-conformité identifiée lors de l'inspection de décembre 2023 a été présenté à l'inspection lors de l'inspection. Il comprend maintenant un plan général et des plans annexes par grandes zones de risques spécifiques.</p> <p>Le document est disponible à l'accueil du site.</p> <p>La version finale prenant en compte les remarques de l'inspection a été transmise officiellement par mail le 14 juin 2024.</p> <p>La prescription est respectée et solde la non-conformité n°1 de la fiche d'inspection n°6.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S/O</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.1</p>
<p>Thème-s : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en) t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours, notamment au poste d'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inventaire de l'état des stocks des produits dangereux a été présenté en séance à l'inspection. Il a été proposé d'ajouter aux entêtes de colonnes le même code couleur que celui retenu pour les plans de zones à risques de manière à permettre aux services de secours d'identifier directement la liste des produits dangereux présents pour chaque sous-zones du site.</p> <p>Les fiches inventaires sont disponibles dans le Plan de défense incendie (PDI) disponible à l'accueil du site.</p> <p>Ces fiches inventaires sont revues tous les mois. Ce pas de temps a été retenu compte tenu de la faible variation de ces stocks au fil du temps.</p> <p>La dernière version à jour des fiches a été transmise à l'inspection par mail le 14 juin 2024.</p> <p>Ces fiches permettent de solder la non-conformité numéro 2 de l'inspection de décembre 2023. La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en) t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan d'action avec le suivi des travaux a été présenté à l'inspection. Certains équipements ont déjà été remis en conformité. Un devis avec l'entreprise EIFFAGE est en cours de validation pour le reste des remises en conformités à réaliser.</p> <p>La mise en place du plan d'action permet de solder cette non-conformité numéro 3.</p> <p>L'inspection vérifiera l'avancement de ce point lors de la prochaine inspection prévue au second semestre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôle des dispositifs foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des dispositifs foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p>

<p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bon de commande relatif à la réalisation d'une prestation de révision complète de l'étude foudre du site a été présentée à l'inspection.</p> <p>Cette prestation est en cours, l'exploitant n'est donc pas encore totalement conforme à cette prescription.</p> <p>L'avancement ce point sera suivi lors de la prochaine inspection.</p> <p>L'inspection considère néanmoins la non-conformité numéro 4 de l'inspection de décembre 2023 comme soldée compte tenu de l'avancement démontré de sa remise en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 29/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p>

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un recensement de ses équipements sous pression et dispose maintenant d'un inventaire exhaustif. Il a été transmis à l'inspection des installations classées le 14 juin 2024.</p> <p>Le remplacement des 3 vases d'expansion non conformes observés en décembre 2023 dans le local de départ des réseaux de chaleur ont été changés en juin 2024 lors de l'arrêt technique annuel de cette installation. Les certificats de conformité de ces trois équipements ont été transmis à l'inspection le 14 juin 2024.</p> <p>Cette non-conformité numéro 5 est soldée.</p> <p>la prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.7.3
Thème-s : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve de matériaux non combustibles de plus de 1000 m³ à proximité du casier du centre de stockage de déchets en cours d'exploitation. Cette réserve est distincte de celle nécessaire à l'exécution des couvertures journalières de déchets visées à l'article 8.1.4.2 du présent arrêté — une réserve de matériaux non combustibles de 1 000 m³ positionnée à proximité du stockage de bois (plateforme de broyage) ; - des réserves d'eau disponibles en toute circonstance et présentant des capacités suffisantes. Chaque bassin constituant une réserve d'eau permet le positionnement des engins de secours et est associé à une voie d'accessibilité « tous temps ». Ces réserves d'eau disponibles présentent une capacité d'au moins 11 000 m³ — 2 cuves de 120 m³ chacune installées près du quai de rupture existant, équipées en raccords pompiers normalisés — des extincteurs en nombre suffisant appropriés aux risques encourus et judicieusement répartis ; — de Robinets d'Incendie Armés, conformes aux normes en vigueur et installés dans les bâtiments, notamment dans le centre de tri des déchets industriels banals et commerciaux
<p>Constats :</p> <p>La visite du site a permis de constater la présence des installations pré-citées issues de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006.</p> <p>Ces moyens sont en cours de renforcement dans le cadre du développement de la nouvelle plateforme de production de CSR et de la mise en balles de déchets.</p>

<p>Ces nouvelles installations ne sont pas encore en fonctionnement. Dans le cadre de l'instruction du permis de construire de ces nouvelles installations, le SDIS 95 a émis certaines recommandations visant à améliorer l'organisation des secours.</p> <p>Ce point sera l'objet d'une visite de conformité par les pompiers avant mise en service. Ces conclusions devront être portées à la connaissance de l'inspection.</p> <p>L'inspection considère néanmoins que pour l'existant, la prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Plan d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 7.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'intervention est établi en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Ce plan est mis à jour autant que de besoin notamment avant chaque modification notable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'intervention récemment mis à jour suite à l'inspection de décembre 2023 et inclus dans le Plan de défense incendie du site inclut d'ores et déjà les nouvelles installations de production de CSR en cours de construction.</p> <p>Ce plan fera également l'objet d'échange avec le SDIS avant mise en services des nouvelles installations. L'inspection doit également être informée de ces échanges.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>